

La Nation Française

Hebdomadaire d'information politique - Directeur : Frédéric Aimard 22 janvier 2024 - 1,50 €

N° 67

Non victoire

En présentant ses vœux aux armées sur la base navale de Cherbourg le 19 janvier, le président de la République a fixé un objectif : empêcher une « victoire » de la Russie en Ukraine. « Il ne faut pas laisser la Russie penser qu'elle peut gagner... Une victoire russe en Ukraine marquerait la fin de toute architecture de sécurité en Europe. »

Ni vainqueur ni vaincu. S'il n'y a pas de victoire possible, il ne saurait y avoir non plus de défaite. Cela s'appelle une paix de compromis. Tout le monde y pense. Lord Cameron, ministre britannique des Affaires étrangères, ancien Premier ministre, responsable du désastreux référendum sur le Brexit, a crié à Munich et à Chamberlain, approuvé par son homologue polonais, Radoslaw Sikorski. C'était au séminaire de Davos.

Le même jour, 19 janvier, le très populaire ministre de la Défense allemand, Boris Pistorius, fréquent dans les médias, a été fort clair dans un entretien au « Tagespiegel » auquel la presse britannique a donné un large écho. Il a dit deux choses : l'Europe doit craindre une guerre avec la Russie d'ici six à huit ans. Il répondait ainsi au chef d'état-major néerlandais qui, à l'issue du comité militaire de l'OTAN qu'il présidait à Bruxelles les 17 au 18 janvier, avait cherché à convaincre les



opinions qu'elles sont concernées – et pas seulement les armées – par le défi global lancé aux sociétés européennes par la Russie dans les vingt ans à venir. En réalité, le motif de l'intervention de l'amiral Rob Bauer et de la réunion était de lancer les plus importantes manœuvres de l'OTAN en Europe depuis 1988 : entre février et mai, 90 000 hommes (et femmes) seront sur le terrain pour l'opération « défenseur inébranlable » (Steadfast Defender). Curieusement, E. Macron n'a pas évoqué ce sujet à Cherbourg alors même que Londres annonçait déjà le déploiement dans ce cadre

de 20 000 militaires. La veille pourtant, à Lille, la France pour un an prenait le commandement de l'élément terrestre de la force de réaction rapide de l'OTAN.

Le ministre allemand avait un second point : « Nous avons un bouclier nucléaire avec les Américains et les Français qui disposent de la 'force de frappe' (en français dans le texte). Il n'y a pas d'indication que ce bouclier doit s'évaporer ou soit démantelé. Si néanmoins cela devait arriver, ce serait aux Européens de s'en occuper ensemble. »

Boris Pistorius ne dit pas comment. Il ne peut aller publiquement au bout de

sa pensée. Il s'agit de mobiliser l'opinion allemande, à commencer par la coalition, autour du « réarmement allemand » promis

SOMMAIRE

P. 1 Non-victoire
P. 2 Taïwan. – Humeur
P. 3 Lectures. P. 4 États-Unis – Iran. P. 5 Le Japon à la conquête de la Lune. – Forme et fond. Réarmement civique. P. 6 Colère montante. – Logements vacants. P. 7 Bureaux vacants. P. 8 Égalité des chances. P. 10 Le pari capucin. P. 11 Théâtre : Old-up. P. 12 Les héros de B.D. ne meurent jamais (2).

■ **Économie** : Le 54^e forum mondial de l'économie a eu lieu à Davos en Suisse du 15 au 19 janvier en présence de nombreux chefs d'État et de gouvernement. La sortie du nouveau président chilien Javier Milei contre « *le socialisme rampant qui menace l'Occident* » fera date.

■ **Allemagne** : Privé du gaz russe, le secteur chimique (troisième secteur industriel allemand après l'automobile et les machines-outils), a perdu 11 % de chiffre d'affaires en 2023 après une chute de 10 % en 2022. BASF a annoncé, le 19 janvier, des bénéfices en chute de 45 % et des ventes en recul de 20 % en 2023.

■ **Allemagne** : Selon les partis de gauche, 1,4 million d'Allemands ont manifesté, dans plusieurs cortèges du 19 au 21 janvier dans une douzaine de villes, afin de demander l'interdiction du parti d'extrême droite AfD (Alternative pour l'Allemagne) qui est crédité de 22 % d'intentions de vote pour les prochaines élections européennes. Celui-ci est accusé, depuis la parution d'un article le 10 janvier dans un média d'investigation, d'avoir participé à une réunion non publique à Postdam, en novembre dernier, où la possibilité de renvoyer les étrangers dans leurs pays (émigration) a été exposée par un militant identitaire autrichien Martin Sellner.

■ **Italie** : Le site métallurgique Acciaierie d'Italia, contrôlé à 62 % par Arcelor-Mital à Tarente (Pouilles) depuis 2018, est le plus pollué et le plus endetté d'Europe. Le gouvernement Meloni envisage une remise sous tutelle pour éviter la faillite.

il y a bientôt deux ans par le chancelier Scholz. Son propos s'adresse aussi aux alliés européens, depuis la Pologne jusqu'à la France, pour clairement mutualiser la défense européenne entre guerre conventionnelle et « bouclier nucléaire ».

Coïncidence rien de moins fortuite : un institut savant basé à Kiel a publié une liste de contributeurs à l'effort de guerre ukrainien où l'Allemagne arriverait en tête (après les États-Unis) avec 17 milliards d'aide et la France en toute dernière place avec 544 millions. Le ministre français des Armées, Sébastien Lecornu, a véhémentement protesté. La France vient d'ailleurs de prendre la tête d'une coalition pour les besoins de l'Ukraine en artillerie – en vertu de ses fameux canons Caesar.

Dominique Decherf

Taïwan

Taiwan continue à dire non à la Chine. – La victoire de celui qui va devenir, le 20 mai, le nouveau président de Taïwan, William Lai Ching-te – Premier ministre de 2017 à 2019 puis vice-président depuis 2020 –, n'a pas constitué une bonne nouvelle pour Pékin. Est en effet ainsi consolidé le pouvoir du Parti démocrate progressiste, traditionnellement plutôt indépendantiste. Certes, au Parlement, c'est le vieux Kuomintang, moins intransigeant parce que attaché à la fiction d'« une seule Chine », qui a gagné avec 52 sièges, contre 51 pour le PDP et 8 pour le Parti populaire taïwanais. En

réalité, les deux camps ont des approches assez pragmatiques, préconisant le statu quo dans l'immédiat, position partagée par 87 % de la population. Indépendamment de facto, Taïwan n'est pas traité comme tel par les onze États, dont le Vatican, qui gardent des relations diplomatiques avec lui mais le reconnaissent comme « *République de Chine* ». Curieusement, ce ne sont pas non plus les autres qui parlent officiellement de Taïwan : ils n'entretiennent pas de liens politiques avec l'île, mais coopèrent dans tous les domaines et ne manquent pas une occasion d'appeler à préserver son statut.

De l'autre côté du détroit, la rhétorique chinoise reste agressive. Dans son discours du Nouvel An, Xi Jinping a qualifié l'annexion de Taïwan, qu'il dénomme « réunification », de « fatalité historique ». On peut toutefois considérer Taiwan protégé d'une invasion chinoise non seulement par la force de dissuasion américaine et la difficulté de l'opération pour l'Armée populaire de Libération, mais aussi par ce que certains appellent son « bouclier de silicium » puisqu'il produit 92 % des puces les plus avancées au monde ; certes, les Chinois fabriquent de plus en plus de semi-conducteurs, mais les États-Unis, les pays européens et Taïwan lui-même multiplient les obstacles aux transferts de technologie au profit de Pékin.

Aujourd'hui, la Chine est confrontée à des problèmes politiques et économiques. Cela s'avère souvent dissimulé derrière une propagande omniprésente, y compris en Occident, et aussi parce qu'elle

mène une politique à tout le moins vigoureuse contre tous ceux qui tiennent à leur identité ethnique ou religieuse, avec des persécutions à peine voilées. Mais le pouvoir de Xi Jinping connaît peut-être des failles et rencontre, en tout cas, des oppositions à l'intérieur du PC et de l'armée. En outre, le ralentissement économique et la difficulté d'une reprise après les errements de la période de la covid réduisent sa croissance, tandis que se profile une sorte d'hiver démographique. Pourtant, le pays veut rester l'« usine du monde » tout en s'affirmant dans les technologies d'avenir avec quelque 400 « licornes », ces startups valorisées à plus d'un milliard de dollars...

Enfin, si Taïwan se réfère à la démocratie et aux droits de l'homme, Pékin pousse ses pions sous tous les prétextes. Récemment, ses dirigeants se sont ainsi rapprochés du nouveau président islamiste des Maldives pour contrer l'Inde en jouant la carte du monde musulman...

Jean Étèvenaux

Humeur

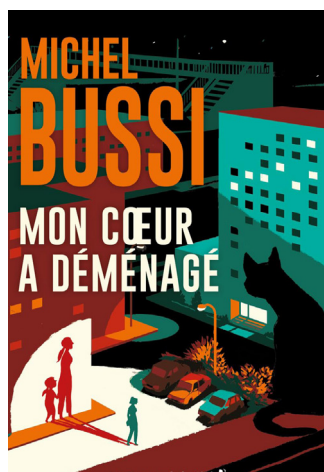
Mea culpa, mea maxima culpa. – Le 17 janvier, le Parlement de Strasbourg a proposé une résolution pour que les Européens affichent une « conscience historique éclairée ». Elle vient de la Commission de la culture et de l'éducation, que préside la chrétienne-démocrate allemande Sabine Verheyen, rapporteur de ce texte après celui du règlement sur la liberté des médias.

On ne peut que se montrer inquiet lorsque des ins-

tances politiques prétendent diriger les consciences. Cela évoque irrésistiblement le ministère de la Vérité que George Orwell avait inventé dans son roman 1984, mais aussi celui pour la Promotion de la vertu et la Répression du vice des talibans afghans. Le libre arbitre de l'homme et son sens des responsabilités ne doivent pourtant pas être transférés à l'État ou, pire encore, à une organisation supranationale qui se prend pour le Dieu qui « sonde les reins et les cœurs ».

Voilà donc une nouvelle forme de ce masochisme que l'Europe sait produire à coups répétés de lois mémorielles et d'injonctions moralisatrices, depuis la santé jusqu'au regard rétrospectif sur le passé. Il faut dire que la liste des maux semble longue et ancienne : « *Les injustices fondées sur le genre, les croyances et l'appartenance ethnique sont ancrées dans l'histoire européenne depuis de nombreux siècles, se manifestant notamment par l'antisémitisme et l'antitsiganisme* ». Il en est de même dans d'autres domaines car « *le chauvinisme, les stéréotypes sexistes, les asymétries de pouvoir et les inégalités structurelles sont profondément ancrés dans l'histoire européenne* ». Bref, on ne dira jamais suffisamment : *c'est ma faute, c'est ma très grande faute*.

Heureusement, existe un remède : « *faire passer l'histoire européenne et mondiale avant l'histoire nationale et mettre davantage l'accent sur une compréhension supranationale de l'Histoire* ». Concrètement, il faudra imaginer « *des manuels d'histoire transfrontaliers et trans-*



ROMAN

Obsession

Peu d'auteurs savent comme Michel Bussi construire une intrigue complexe où les retournements de situation succèdent aux rebondissements, où la misère sociale mène à la folie et au meurtre. Rouen, 1963. Ophélie, sept ans, assiste au drame qui va déterminer sa vie future : son père alcoolique a tué sa mère. Celle-ci appelait à l'aide depuis des mois, sans succès. La fillette en veut à la terre entière et d'abord à l'assistant social censé la secourir. Pendant des années, elle rumine un plan d'action et manipule amis et amoureux dans le but de se venger de cet homme négligent.

« Mon cœur a déménagé », Michel Bussi, Les Presses de la Cité, 391 p., 22,90 €.

THRILLER

Pour Angel

Chaque jour, des personnes disparaissent que nul ne recherche. Une injustice pour Frankie Elkin, la quarantaine. Avant elle avait un emploi, une maison, une voiture. Aujourd'hui elle n'a plus qu'une valise à roulettes qu'elle traîne sur un quai de Boston. La vie l'a bien amo-



chée alors elle s'est donné une mission rédemptrice : retrouver des disparus appartenant aux minorités.

Un vendredi de l'an passé, Angel, une adolescente haïtienne, a quitté son lycée. Depuis, plus de nouvelles. Avec Frankie, sa nouvelle héroïne, Lisa Gardner s'immerge dans Mattapan, un quartier dangereux surtout si on y vient pour fouiner.

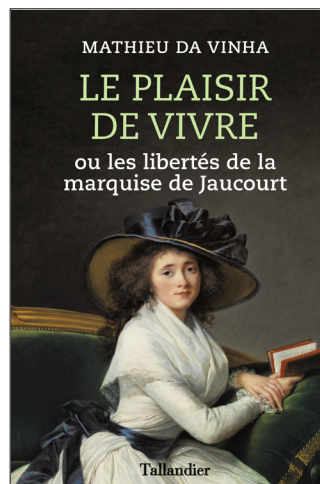
« L'été d'avant », Lisa Gardner, Albin Michel, 444 p., 22,90 €.

PRIX TALLEYRAND

La conquête de la liberté

Directeur scientifique du Centre de recherches du château de Versailles, Mathieu da Vinha retrace les années précédant et succédant la Révolution à travers le portrait de Marie-Charlotte Bontemps (1761-1848). Issue d'une longue lignée de valets de chambre du roi, la jeune femme va s'affranchir des règles de bienséance : mariée de force à dix-sept ans, divorcée, remariée par amour avec le comte de Jaucourt, entretenant des liaisons adultères. Sa trajectoire personnelle est dictée par une aspiration : la liberté. Pour sa riche documentation, cet ouvrage a reçu le prix Talleyrand.

« Le plaisir de vivre », Mathieu da Vinha, Tallandier, 350 p., 24,50 €.



REVUE

Plaidoyer pour le sapin

Sapin blanc et épicéa peuplent nos forêts depuis des millénaires. Ils servent de refuge et de repas aux écureuils et aux oiseaux, tout est bon : les aiguilles comme les graines. Ces arbres magnifiques embellissent la nature et contribuent à la biodiversité.

La revue *Salamandre* interroge. Pourquoi les couper par milliers pour les décorer de guirlandes puis les jeter ?

Autres sujets abordés : le bal des huppés, l'épiderme de la Terre, discrète genette, le castor, créations végétales...

« Mes beaux sapins », *Salamandre*, janvier 2023, 7 €. En librairie et en ligne.



■ **Italie** : Selon l'Institut national des statistiques italien (Istat), avec 400 000 naissances en 2022, le taux de fécondité est de 1,2 enfant par femme. Une naissance sur cinq en 2023 est le fait de femmes non nées en Italie. L'Italie est le pays le plus vieux du monde après le Japon.

■ **Banque** : Fortement touchée par la crise des subprimes en 2008, la banque américaine Citigroup, qui comptait alors 325 000 employés, en a actuellement 200 000 et compte réduire ses effectifs de 7 000 en 2024 et encore de 13 000 les années suivantes.

■ **Panama** : Faute d'eau, le nombre de passages journaliers des cargos par le canal de Panama a été divisé par deux (20 au lieu de 40), avec un temps d'attente de 16 jours. La compagnie maritime danoise Maersk a décidé de convoyer ses conteneurs par le rail grâce à la rénovation de la ligne effectuée en 2001 par des concessionnaires nord-américains.

■ **Mer Rouge** : Le vraquier grec Zografia, sous pavillon maltais, reliant le Vietnam à Israël, a été touché le 16 janvier par des missiles houthis, alors qu'il passait à 140 km au large du port yéménite d'al-Salif. Aucun de ses 24 hommes d'équipage n'a été blessé et il ne s'est pas dérouter.

■ **Ukraine** : Les Russes ont revendiqué la destruction par un missile d'une caserne de « *mercenaires français* » le 17 janvier à Kharkiv (60 morts et 20 blessés). L'ambassadeur de France à Moscou, Pierre Lévy, a été

nationaux » afin de « faire tomber les barrières nationales ». CQFD.

Precy

États-Unis

Dans un contexte de grande tempête de neige et donc de forte abstention, Donald Trump a remporté la première primaire de son parti, celle de l'Iowa le 15 janvier, avec 51 % des suffrages exprimés (sur environ 115 000 participants) et 20 délégués obtenus. Ron Desantis, le gouverneur de Floride, a obtenu 21,2 % des suffrages (8 délégués) et a attendu le 21 janvier pour se retirer de la compétition en faveur de Donald Trump. Le jeune milliardaire Vivek Ramaswamy, avec 7,7 % des suffrages et trois délégués, a immédiatement rallié la candidature Trump.

Nikki Haley, l'ancienne ambassadrice auprès des Nations Unies, a réuni 19,1 % des suffrages (7 délégués) et se maintient. Les primaires suivantes ont lieu dans le New Hampshire le 23 janvier puis dans le Nevada et la Caroline du Sud dont Nikki Haley a été gouverneur. Elle a le soutien du lobby libertarien « American for Prosperity » des milliardaires David et Charles Koch et espère pouvoir relever le gant républicain si Donald Trump était empêché par ses ennuis judiciaires.

Frédéric Aimard

Iran

L'Iran a tiré plusieurs missiles le 16 janvier sur une banlieue d'Erbil, capitale du Kurdistan irakien, prétendant viser « un centre

d'espionnage israélien » mais tuant quatre civils dont le magnat de l'immobilier Peshraw Dizayee (et sa fille âgée de 1 an) proche du clan Barzani. Des manifestations anti-iraniennes ont été aussitôt organisées avec des dizaines de milliers de Kurdes à Erbil.

Bagdad (le président Abdel Latif Rachid est kurde, mais proche du clan Talabani) a rappelé son ambassadeur à Téhéran en consultation.

Le même jour, l'Iran a envoyé des missiles sur ce qu'elle a appelé des bases d'insurgés baloutches au Pakistan, et Islamabad a rappelé le lendemain son ambassadeur à Téhéran et interdit à l'ambassadeur iranien de revenir au Pakistan.

Mais le 18 janvier, c'est le Pakistan qui frappe un village de la province iranienne du Sistan-Balouchistan. Une dizaine de personnes auraient été tuées, dont trois femmes et deux enfants. Le Premier ministre par intérim du Pakistan, Anwar-ul-Haq Kakar, a décidé de quitter Davos pour rentrer dans son pays. La Chine a proposé sa médiation entre l'Iran et le Pakistan. Mais les deux pays ont annoncé spontanément un processus de désescalade qui se fera manifestement au détriment des autonomistes baloutches.

F.A.

convoqué le 18 janvier sur ce sujet manifestement gonflé. Emmanuel Macron a fait savoir qu'il se rendrait en Ukraine en février.

■ **Grande-Bretagne** : Le Parlement a adopté le 17 janvier, en troisième lecture par 320 voix contre 276,

un projet de loi qui prévoit d'expulser vers le Rwanda des immigrés illégaux malgré les réserves de la Cour suprême britannique et les critiques de l'Onu.

Le groupe indien Tata a confirmé, le 19 janvier, la fermeture de ses deux derniers hauts-fourneaux de Port Talbot, au Pays de Galles, qui emploient 4 000 sidérurgistes. Ils seront remplacés par des fours électriques recyclant des métaux au lieu de partir du minerai de fer. British Steel fermera également ses deux hauts fourneaux de Scunthorpe, dans le nord de l'Angleterre, en les remplaçant également par des fours électriques au nom de la transition écologique. De deux à trois mille emplois risquent d'être supprimés à terme et la Grande-Bretagne dépendra de l'acier primaire produit dans d'autres pays.

■ **Fédération de Russie** : Dans la république musulmane du Bachkortstan (Oural méridional), la condamnation à 4 ans de prison d'un opposant écologiste, Faïl Alsynov, 37 ans, a déclenché des manifestations inattendues de plusieurs milliers de personnes du 17 au 20 janvier à Oufa, la capitale, et dans plusieurs autres villes. Elles ont été sévèrement réprimées.

■ **Guerre russo-ukrainienne** : Le bombardement d'un marché à Donetsk (capitale du Donbass sous contrôle russe) le 21 janvier par l'armée ukrainienne a fait au moins 27 morts et autant de blessés. Plusieurs villes russes frontalières ont également été les victimes de missiles et drones ukrainiens ce jour-là. Un terminal gazier russe de la société Novatek, dans le port d'Oust-Louga

sur la mer Balique (170 km à l'ouest de Saint-Pétersbourg), était en feu « pour des causes externes ».

■ **Gaza :** Selon le Hamas, plus de 25 000 personnes ont été tuées par les opérations israéliennes à Gaza depuis le 7 octobre 2023.

■ **Congo-Brazzaville :** Plus de 350 000 personnes ont besoin d'une aide humanitaire d'urgence, après des inondations catastrophiques au Congo Brazzaville, a alerté l'Onu le 19 janvier.

Le Japon à la conquête de la Lune

Cinquième nation après la Russie (à l'époque URSS), les États-Unis, la Chine et l'Inde, le Japon a posé samedi une sonde de 790 kg sur la Lune. Même si quelques problèmes techniques sont apparus, la liaison a pu se faire entre la Terre et la Lune. L'objectif pour la sonde est de rechercher l'origine de la Lune.

Le SLIM (smart lander for investigating) fabriqué par Mitsubishi s'est posé à moins de 100 mètres de l'endroit qui était prévu, mais a réussi à déposer deux rovers qui seront chargés d'explorer la Lune. La sonde s'est posée sur Mare Nectaris, l'une des mers visibles de la Lune.

Dans la course au retour sur la Lune, l'expérience japonaise va permettre de connaître l'origine de la Lune. Mais autre prouesse technique, l'agence JAXA (l'agence spatiale japonaise) a innové en plaçant les moteurs de la sonde sur les côtés ce qui a permis de ralentir la descente vers la Lune au lieu de les placer entre les trains d'atterrissage. Une innovation qui a payé eu égard au résultat, démontrant un véritable savoir-faire chez les ingénieurs japonais. Une prouesse saluée par ce pays qui avait enregistré deux échecs dans les précédentes tentatives.

Afin de régler les problèmes techniques, les ingénieurs imaginent d'envoyer des commandes informatiques en capacité de rétablir la liaison.

Philippe Buron Pilâtre

Forme et fond

La conférence de presse d'Emmanuel Macron le 16 janvier a suscité, ne serait-ce que par son décor rappelant les prestations du général de Gaulle, un certain intérêt, malgré une audience limitée à 8,7 millions de personnes, les Français se montrant sans doute un peu las de ses interventions. Très bon dans la forme, n'hésitant pas à s'affirmer sûr de lui et présentant ses choix comme des évidences tout en déclarant rester dans la ligne de ce qu'il a entrepris depuis 2017, il a su ne pas répondre à certaines questions tout en apparaissant comme celui qui, une fois de plus, décide de tout, les ministres rassemblés faisant penser à une classe d'enfants sages, Bruno Le Maire s'affichant même sérieux au point de sembler boudeur.

Mais comment croire qu'il s'est agi du « *grand rendez-vous avec les Français* » annoncé ? L'allocution présidentielle s'est en effet déroulée comme un catalogue de mesures très détaillées, mais ne se situant pas au niveau d'un chef d'État. Elles auraient normalement relevé du gouvernement, mais il a rétréci son action en définissant le prochain discours de poli-

tique générale du Premier ministre comme une simple « mise en œuvre de mes propos et de mes orientations ». Bien entendu, il n'a fourni aucune indication sur les moyens qui y seront consacrés, ce qui a inquiété à la fois les syndicats toujours demandeurs de financements et les économistes n'y voyant qu'aggravation des déficits.

Concrètement, il a suscité quelques étonnements en réduisant la chute démographique à un problème de « *non-fertilité* » ou en expliquant que les émeutes de l'été étaient dues à un mélange d'ennui et d'établissements d'enseignement trop tôt fermés. Toujours soucieux de se montrer bon observateur, il s'est comporté davantage en technocrate gestionnaire qu'en politique exposant une vision globale s'appuyant sur la confiance de la nation et sa propre détermination. Le « en même temps » revendiqué une fois de plus a fait figure d'incapacité à effectuer des choix. De même, la « feuille de route » locale proposée pour que les professionnels de la santé s'entendent face aux déserts médicaux a trahi un intérêt limité pour un problème pourtant majeur de la population.

Il reste à espérer que le gouvernement de Gabriel

Attal se révèle davantage qu'un patchwork de personnalités venant de camps opposés, encore qu'une Rachida Dati soit capable de faire bouger les lignes, y compris dans un domaine aussi périlleux que la Culture. En tout cas, en se rendant sous divers prétextes en région et en recevant plusieurs dirigeants politiques, économiques, sociaux et associatifs, Gabriel Attal entend se montrer à l'écoute des Français sur le terrain. Quitte à rompre, au moins en paroles, avec quelques crédo constitutifs du macronisme, par exemple en posant qu'« un des enjeux qu'on a à traverser [...] c'est comment garder notre identité, notre identité française, nos valeurs, nos grandes forces, dans un monde qui change et qui bouge. »

Jean-Gabriel Delacour

Réarmement civique

Le Réarmement civique est sur toutes les lèvres gouvernementales. C'est là une vieille idée qui revient, enrobée d'une nouvelle langue de bois. – C'est Emmanuel Macron qui a lancé le mot d'ordre du Réarmement civique et ses ministres se sont empressés

Abonnement à La Nation Française

1 an = 20 euros à l'ordre de Spfc-Acip.

Paielement par carte bancaire :

<https://buy.stripe.com/28o3eq3Re7RSc3C000>

Merci de signaler par mail, votre réabonnement

Paielement par virement possible. Rib sur demande.

frederic.aimard@gmail.com

■ **Électricité** : Le ministre de l'Économie Bruno Le Maire a annoncé, le 21 janvier sur TF1, que la facture d'électricité des Français augmentera de 8,6 % pour les tarifs normaux et de 9,8 % pour les tarifs heures creuses/heures pleines, à partir du 1^{er} février.

■ **Agriculture** : Après la grande manifestation des agriculteurs à Toulouse le 16 janvier (1 000 manifestants et 400 tracteurs selon la préfecture), l'autoroute A64 entre Toulouse et Tarbes, la RN20 entre Pamiers et Foix et d'autres voies dans le Sud-Ouest ont été bloquées les 19, 20 et 21 janvier par des agriculteurs et éleveurs mécontents du prix qu'on leur donne pour leurs productions. Le mouvement risque de s'étendre et de durer. Le ministre Marc Fesneau a fait savoir que son projet de loi sur l'installation des jeunes agriculteurs ne sera pas présenté au conseil des ministres avant d'avoir été simplifié.

■ **Immobilier** : Face à la baisse des ventes et des mises en chantier d'immeubles, le promoteur Vinci Immobilier a lancé « un plan de sauvegarde pour l'emploi » qui commence par un plan de départs volontaires et des reclassements internes.

■ **Commerce** : Selon une étude de l'Apur (Atelier parisien d'urbanisme), il y avait en avril dernier 60 846 commerces, services commerciaux, bars et restaurants en rez-de-chaussée sur rue à Paris. Le taux de vacance de ces locaux s'établit à 10,9 %, une hausse modérée depuis 2020 (+ 0,7 point). Depuis

de reprendre le thème. C'est ainsi que le nouveau ministre de l'Éducation nationale, des Sports et des Jeux olympiques a publié un X-tweet ainsi rédigé : « *Le président Emmanuel Macron et le Premier ministre Gabriel Attal m'ont confié un continuum de responsabilités aux synergies nombreuses avec, en son cœur, une ambition : le réarmement civique de notre jeunesse.* »

Amélie Oudéa-Castéra emploie dans ce texte le langage du management qu'elle a appris lorsqu'elle était à la direction du groupe Axa puis de Carrefour. Cette langue n'est pas directement accessible au commun des mortels. On devine que le « *continuum* » de responsabilités signifie tout simplement que le ministre a un ensemble de tâches à accomplir dans l'exercice de ses fonctions. La synergie n'est pas moins banale : c'est la coordination de plusieurs actions pour réaliser une économie de moyens. Atteler des chevaux à une diligence, c'est déjà une synergie entre des animaux à quatre pattes qui peuvent aller seuls sur le chemin et un véhicule à roues, que l'on peut pousser.

Le Réarmement civique pose plus de problèmes de compréhension. Pour les lycéens et collégiens, la formule demeure énigmatique car, dans son message, Amélie Oudéa-Castéra évoque un « *choc des savoirs* » en ignorant les chocs psychiques dont sont victimes de nombreux élèves, un renforcement de « *l'attractivité* » des métiers de l'enseignement aujourd'hui déconsidérés, peu rémunérés et anxiogènes. Le ministre ajoute qu'il faut « donner à tous nos enfants les leviers d'un épanouissement républicain » selon le vœu pieux

qu'on répète depuis trois décennies.

D'une manière plus générale, le Réarmement civique fait penser au « *Réarmement moral* » lancé en 1938 et développé après la Seconde Guerre mondiale par le pasteur américain Frank Buchman (1878-1961) en vue de la régénération de l'homme selon quatre injonctions : honnêteté, pureté, détachement de soi et amour. C'est peu dire que nous sommes loin du but !

Claudine Uzerche

La colère montante des agriculteurs

Ce n'est pas encore un mouvement d'ampleur comme en Allemagne, voire en Pologne ou en Roumanie. Mais la grogne gagne une partie du monde agricole français, notamment en Occitanie. Les raisons en sont diverses : empilement des normes, notamment environnementale, faiblesse des revenus, crise viticole dans le Languedoc...

Comme souvent, la FNSEA et les Jeunes Agriculteurs, qui tiennent la plupart des leviers des institutions représentatives de la profession, sont en avant. Pourtant ces organisations sont parties prenantes des grandes orientations, notamment européennes, prises ces dernières années. La Coordination rurale, deuxième organisation représentative, considérée comme proche de la droite souverainiste, apparaît plus cohérente.

Le nouveau Premier ministre, Gabriel Attal, s'est emparé du dossier jusque-là

géré par Marc Fesneau, ministre de l'Agriculture qui multiplie les visites sur le terrain.

Il faut dire que les enquêtes d'opinion montrent une nette progression des intentions de vote en faveur du Rassemblement national et de la liste menée par son président, Jordan Bardella, au scrutin européen prévu au mois de juin prochain. Jusqu'à présent le vote RN restait limité au sein du monde agricole.

Privilégiant les rencontres et les discussions avec les dirigeants des syndicats agricoles, le gouvernement a décidé de repousser l'examen du projet de loi destiné à faciliter la reprise des exploitations agricoles. Le Salon de l'Agriculture, qui se tiendra du 24 février au 3 mars à Paris permettra également de se faire une idée plus précise du ras-le-bol agricole.

Jérôme Besnard

Logements vacants

Selon le rapport de l'Insee publié le 16 janvier, 3,1 millions de logements sont restés vacants en 2023 en France (hors Mayotte) sur 37,8 millions de logements, soit 8,2 % du parc. Il n'y en avait que 1,9 million en 1990. « La vacance est en hausse dans presque tous les départements, à l'exception de ceux de Corse et de l'Hérault. Elle augmente plus rapidement dans les départements où elle était déjà élevée. La part de logements vacants est plus forte dans les espaces les moins denses en population, en dehors des aires d'attraction des villes, ainsi que dans les aires de

moins de 200 000 habitants. »

On ne parle pas de résidences secondaires, même celles occupées seulement trois semaines par an durant le mois d'août, mais de logements principaux. La quasi-totalité de ces logements nécessiterait des travaux pour les mettre aux normes écologiques actuelles. Beaucoup devraient être soumis à la taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV). Certains, frappés de la mention infamante « *passoires thermiques* », vont progressivement être interdits de mise en location, voire de vente.

Mais, à supposer que les propriétaires échappent à cette épée de Damoclès, et trouvent enfin des locataires : ont-ils bien reçu le « *permis de louer* » que de nombreuses communes ont mis en place ? Il ne leur faudra pas oublier non plus que la direction des impôts impose maintenant non seulement de lui communiquer le nom des locataires mais également leurs dates et lieux de naissance, etc.

Enfin ces heureux propriétaires se sont-ils bien renseignés pour savoir si la commune n'est pas en secteur de loyers encadrés, et ont-ils bien fait faire et refaire la dizaine de diagnostics nécessaires mais périssables ?

Il leur restera alors à espérer que le loyer sera payé. En cas de conflit avec le locataire, la justice ne se montre guère favorable à leurs intérêts de possédants. Voir ce qu'il se passe en cas de squat, sauf intense pression médiatique : les propriétaires sont laissés à eux-mêmes, malgré des « durcissements » réguliers de la loi (restant souvent lettre morte). Ces tracasseries jouent leur rôle dans la

démission de nombreux propriétaires, souvent des personnes âgées, ayant hérité tardivement, peu familières des procédures dématérialisées qui tournent parfois en rond sans aucun recours...

Depuis 2022, il existe un service public intitulé « *zéro logement vacant* » dont l'intention était d'aider ces propriétaires à sortir tous ces logements de la vacance. Mais il est laissé à la discrétion de communes, qui se disent sans moyens et sans personnels compétents, et rejoint donc le dispositif gouvernemental « *MaPrimeRenov* », doté certes de 5 milliards d'euros (là où il en faudrait sans doute plus de 30), mais dont le président de la Capeb (association des artisans du bâtiment) a déclaré en décembre dernier qu'il « *était vaste et inopérant* ». Un constat définitif partagé par tous les acteurs du domaine du logement ancien, sauf par les décideurs politiques qui s'obstinent dans un interventionnisme brouillon.

Il y a contradiction entre les objectifs décidés par les hautes instances (faire des rénovations totales, très coûteuses et par des entreprises disposant d'agréments administratifs) et les moyens financiers, voire, comme on vient de le dire, intellectuels ou nerveux, des propriétaires. Car obtenir une prime – souvent dérisoire par rapport au budget global – nécessite un parcours du combattant administratif et informatique où seuls les plus malins, pour ne pas dire les « petits malins » obtiennent quelque chose. De toute manière, le faible nombre d'artisans qualifiés disponibles (ceux disposant du label RGE – « *Reconnu garant de l'environnement* » – créé en 2011 – sont moins nombreux chaque année),

permet à ces derniers de sélectionner les clients rentables (copropriétés, immeubles grosses maisons...) et de laisser de côté – ou à la merci des nombreux artisans très insuffisants ou escrocs – les propriétaires ordinaires de petites maisons individuelles, qui constituent la plus grande partie des logements vacants, notamment dans la « diagonale du vide » cette vaste zone du pays laissée à l'abandon par la désindustrialisation et où on constate le plus le vieillissement de la population et la baisse de la natalité. Pour toutes ces raisons et bien d'autres que l'on pourrait détailler, la vacance des logements n'est pas près de se résorber et il ne fait pas bon être agent immobilier, ni même notaire, par les temps qui courent.

La Nupes et l'association Droit au logement ont pourtant trouvé la « solution » : exigeons la réquisition des logements vides depuis plus de 6 mois... On se croirait revenu aux temps de la loi de 1948, dont on sait pourtant tout le mal durable que ses bonnes intentions ont pu causer au patrimoine immobilier français sur plus d'un demi-siècle...

Frédéric Aimard

Bureaux vacants

On attend une étude récente sur les bureaux vides en France. Une des dernières, réalisée par l'IPR (Institut Paris Région) faisait état de 4,4 millions de m² inoccupés dans la seule Région parisienne. L'épidémie de Covid et le développement du télétravail qui s'est ensuivi sont allégués

2020, on note la fermeture de 621 commerces d'équipement de la personne (habillement, chaussure, bijouterie) et de 231 commerce en gros. En revanche il y a eu 310 commerces alimentaires en plus et 69 créations d'ateliers de réparation de vélos.

■ **Justice** : L'ancien ministre du Travail Olivier Dussopt a été relaxé le 17 janvier dans une affaire de favoritisme touchant sa gestion municipale à Annonay (Ardèche) en 2009.

■ **Seine-Saint-Denis** : Un lycéen de 14 ans, Sedan, et un autre de 18 ans, Farid, ont trouvé la mort dans des règlements de comptes à Saint-Denis, le 17 janvier.

Police : Les trois policiers qui avaient volontairement blessé Théo Luhaka (on se souvient que le président Hollande s'était rendu à son chevet), lors d'une interpellation à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), le 2 février 2017, ont été condamnés, le 19 janvier par la cour d'assises de Seine-Saint-Denis à Bobigny, à des peines de 3 à 12 mois de prison avec sursis.

■ **Paris** : La nouvelle ministre de la Culture Radica Dati a annoncé le 17 janvier sa candidature à la prochaine élection municipale à Paris. Lors de son intervention télévisée du 16 janvier, le président Macron a plaidé pour un retour au droit commun des villes de Paris, Lyon et Marseille où, depuis 1982, les listes sont élues par arrondissement avant la désignation du Maire.

■ **Habillement** : La chaîne de magasins de vêtements Pimkie, vendue par le

groupe Mulliez en 2023 - avec 300 boutiques et environ 1 400 employés - à un consortium (mené par Lee Cooper) a confirmé le 18 janvier aux représentants de son personnel, lors d'un comité social et économique (CSE) extraordinaire, à Villeneuve-d'Ascq (Nord), un plan de restructuration avec la fermeture rapide de 97 boutiques et la suppression de 496 postes (dont une quarantaine au siège de la société). La nouvelle direction espère parvenir à un nouveau concept de magasin et conforter sa « *désirabilité auprès de notre cible des 18-25 ans.* » Elle s'appuiera entre autres sur une synergie avec sa marque Miniso, qui diffuse des produits chinois - produits de beauté, peluches, déco, papeterie - à très petit prix.

■ **Presse :** Le patron de la compagnie maritime CMA-CGM, Rodolphe Saadé, a annoncé le 17 janvier qu'il allait investir 7 millions d'euros dans la relance de *La Tribune* (quotidien économique numérique + hebdomadaire généraliste papier du dimanche) avec 45 nouveaux salariés dont 21 journalistes.

■ **Natalité en France :** 678 000 naissances ont été comptabilisées en France en 2023 par l'Insee qui a publié ses chiffres le 16 janvier. La baisse est de 6,6 % par rapport à 2022 et de presque 20 % par rapport à 2010. La fécondité est de 1,68 enfant par femme en 2023, contre 1,79 en 2022 et 1,83 en 2021. Celle des femmes nées à l'étranger est plus forte que celle des femmes nées en France ou en Europe. En 2021, celle des femmes nées en

pour expliquer ce désastre financier et écologique. Des taxes sont prévues pour les infortunés bailleurs sans locataires, soupçonnés d'acaparement et de spéculation. Ces dernières seront de toute manière rattrapées par des taxes sur les plus-values.

Les appels à projets ou les études se multiplient pour trouver des solutions à la vacance des bureaux - pour ce qui est des usines, la question se joue directement à Bercy et à l'Élysée quand le cas se pose -, mais rien d'utile pour aider réellement à résoudre la question, tant le carcan administratif et fiscal freine toute réactivité du marché qui, tout de même, reste roi malgré les discours volontaristes.

Il existe un site nommé *beta.gouv.fr* (ça ne s'invente pas) concocté par l'Incubateur de services numériques de la Direction interministérielle du numérique (DINUM). On peut y découvrir ce poème : « *L'investigation a démontré que le problème de la vacance des bureaux n'est pas encore considéré à date comme un problème majeur, réel et actionnable. Le problème est encore trop peu conscientisé par les collectivités et la souffrance induite relativement faible voir inexistante selon les collectivités interrogées. Enfin, il n'est pas apparu de service numérique innovant et unique pour les collectivités permettant de lever un irritant sur la problématique des bureaux vacants.* » C'est pas clair, mais on voit l'idée.

Si vous avez la patience, voici la suite de ce joyau littéraire : « *Néanmoins, l'évolution du problème de la vacance des bureaux devrait s'accroître avec le temps, parallèlement aux politiques visant le zéro ar-*

tificialisation. Un travail de veille sur la problématique nous apparaît comme indispensable pour anticiper les changements et l'accompagnement à venir des collectivités dans ce type de réhabilitation. Enfin, la mise à disposition des données consolidées permettant les réflexions sur ce type d'aménagement reste un premier travail apportant de la valeur pour les collectivités qui commencent à y réfléchir. » Tu l'as dit...

F.A.

Égalité des chances

Dans sa conférence de presse du 16 janvier, le président de la République a vanté l'égalité des chances : « *La première injustice, [...] c'est [...] celle des déterminismes social et familial. Nous n'avons pas les mêmes chances [...] l'avenir des enfants de la République reste encore par trop déterminé par le nom de famille, l'endroit où l'on est né, le milieu auquel on appartient. C'est la pire des injustices, l'inégalité de départ.* » Pour y remédier, il a insisté sur le droit de chacun d'avoir un accès à l'éducation. La solution a-t-il dit, c'est l'école, l'école, l'école.

Il a raison d'insister sur l'importance de l'école, même si je ne pense pas que ce soit pour autant une injustice de naître dans un milieu plus pauvre ou moins cultivé. Nous sommes tous différents. Ceux qui ont un physique agréable ont plus d'atouts pour avoir du succès, comme ceux qui ont une bonne mémoire par exemple. Ils ne sont pourtant pas coupables d'injustice. Car la justice est une

vertu qui ne se définit que dans l'exercice de sa volonté à l'égard d'autrui. La loterie génétique (cf., sous ce titre, l'ouvrage de Kathryn Paige Harden, Les Arènes) et le hasard des naissances dotent chacun d'un certain bagage. Nous ne naissons pas comme une page blanche. Il y a des déterminismes divers et liés dans des proportions inconnues à l'inné et à l'acquis. Mais en tout homme il y a aussi sa part de liberté et de volonté qui lui permettent de surmonter les données de son état initial ou de les utiliser à bon escient.

Avant l'école, la famille a le devoir de prendre en compte les besoins différents des enfants pour grandir en sagesse et en intelligence. L'école peut, partiellement, suppléer aux carences familiales. À cet égard, il peut être utile, comme l'a proposé M. Macron, d'apprendre aux enfants le théâtre et l'histoire de l'art ou de leur imposer un uniforme. Cela peut participer à l'éveil et à la culture, qu'il faut allier pour élever l'esprit et éduquer au respect de soi et des autres. Mais le meilleur enseignement puise sans doute dans la rigueur des apprentissages et dans la juste exigence des maîtres, qui sont la plus grande chance offerte à tous ceux qui en manquent chez eux et qui risquent d'en être toujours privés pour avancer dans leur vie à défaut d'en avoir bénéficié à l'école.

L'égalité des chances est une chance offerte, pas une chance garantie. L'enseignement est naturellement le lieu d'un rapport inégal tendu vers l'égalité puisque ce sont les maîtres qui savent et apprennent aux élèves qui ne savent pas. C'est l'inégalité de savoir et de compré-

hension qui entraîne vers le haut ceux qui en ont la capacité et la volonté. Encore faut-il qu'il soit accepté que l'égalité à l'école génère elle-même l'inégalité en permettant aux plus doués de se distinguer et de faire les meilleures études qui différencieront leurs carrières.

Pour que l'école joue ce rôle d'égalisation des chances, il faut donc que prévaille notamment de la part des enseignants et des familles le respect de la distinction par l'effort et le mérite. M. Macron l'a souligné en ajoutant plus généralement et à juste titre que « l'ordre va avec le progrès et l'autorité avec l'émancipation ». Mais nos écoles publiques, centralisées à l'excès, sont-elles prêtes à prendre cette direction ? On peut en douter tant le corps enseignant, déjà affadi par son statut de fonctionnaire, y est gangrené par les idéologies égalitaristes qui refusent de distinguer le talent, confondent l'égalité des chances avec celles des conditions et ont démontré leur incapacité à délivrer les bases du savoir à tous et à promouvoir les élèves les plus prometteurs.

Il faut sans doute autrement de courage pour remettre l'école à l'endroit. Il faut y rétablir les devoirs surveillés, des horaires larges et impératifs, la notation tout au long du cursus sans utiliser de fausses notes pour délivrer le bac ou le brevet... Il faut surtout des enseignants qui soient des maîtres, qui enseignent l'esprit critique et l'amour du savoir autant que la constance au travail. Il faut des maîtres libres pour y enseigner la liberté, pour apprendre aux élèves à travailler à leur propre avancement. Et pour avoir ces maîtres, il faut les payer

mais aussi leur permettre d'exercer leur autorité et leur apprendre à le faire.

Certes, on peut se demander s'il n'est pas trop tard pour guérir l'école publique de ses maux, sauf peut-être à la mettre en concurrence pour qu'elle réagisse. L'égalité des chances passe d'ailleurs précisément par la liberté de l'école, c'est-à-dire par la liberté d'ouvrir des écoles privées sans autre contrainte que le respect des lois générales de la République et la liberté des parents de mettre leurs enfants dans l'école de leur choix sans risquer l'opprobre public. Car cette liberté permet à chacun de trouver école à sa mesure.

L'égalité des chances est perverse quand elle recherche l'égalité des situations, quand elle s'impose au détriment de l'égalité de droit. La meilleure chance donnée aux plus démunis est de leur offrir un égal accès à toutes les écoles en fonction de leurs capacités. Ce que permettrait l'instauration d'un chèque scolaire délivré aux parents ou éducateurs pour payer l'école, publique ou privée, la mieux adaptée à l'enfant. Elle est aussi de placer tous les enfants devant la même exigence, à défaut de quoi l'école s'abaisse tout entière au niveau des moins bons d'où ne s'élèvent que ceux qui en trouvent le moyen à la maison.

L'égalité des chances est un objectif louable, qui induit de porter plus d'attention à ceux qui en ont besoin. Mais elle ne peut ni ne doit vouloir changer l'homme lui-même sinon à lui faire perdre son humanité qui prévaut dans sa singularité et donc dans ses inégales différences.

Jean-Philippe Delsol



« Eau et changement climatique : et s'il était déjà trop tard ? »

Mardi 23 janvier 2024 à 18 heures

au siège de l'Académie d'Agriculture de France

18, rue de Bellechasse, 75007 Paris - M° Solférino

Ouverture par Chantal Gascuel

Secrétaire Perpétuelle de l'Académie d'Agriculture de France - Directrice de recherche à INRAE

et

Patrice Vermeulen

Secrétaire Général du Carrefour des Acteurs Sociaux

Ancien Directeur régional de l'environnement - Ancien Directeur interrégional de l'Office National des Forêts
Administrateur général des affaires maritimes

Modérateur : Laurent Dornon

Responsable du pôle agriculture du Carrefour des Acteurs Sociaux et du Partenariat Eurafrique

Conférenciers :

Jean François Donzier

Secrétaire Général Honoraire

Réseau International des Organismes de Bassin

Ancien Directeur Général de l'Office International de l'Eau

Nabil Ben Khatra

Secrétaire Exécutif

Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS)

Jean Albergel

Directeur de recherche émérite IRD, UMR LISAH,

Membre honoraire de l'Académie Africaine des Sciences (AAS)

Membre correspondant de l'Académie d'Agriculture de France (AAF)

Guy Fradin

Membre de l'Académie d'Agriculture de France, co-animateur du groupe international

Conseiller du Président du Conseil mondial de l'eau

Inscription gratuite mais obligatoire : RSVP à dircas@cas-france.org

Poser vos questions à l'avance à laurent.dornon@outlook.fr

Afrique était de 3,3 et celle des femmes nées au Maghreb de 2,5.

■ **Entreprises :** Selon une étude publiée le 18 janvier par Altares, 57 729 entreprises françaises ont déposé leur bilan en 2023, un record depuis la récession économique de 1992-1993. Le nombre d'emplois directement concernés serait d'environ 240 000.

■ **Éducation :** Le prestigieux établissement scolaire Stanislas à Paris, fleuron de l'enseignement catholique, a été l'objet d'une enquête administrative sur une prétendue dérive sectaire, homophobe et sexiste. Un rapport d'étape du 1^{er} août a été rendu public par Médiapart le 17 janvier dans le cadre d'une polémique visant la nouvelle ministre de l'Éducation, Amélie Oudéa-Castéra, dont les trois enfants sont scolarisés dans cette institution privée. La mairie de Paris a aussitôt suspendu son financement obligatoire de 1,3 million d'euros.

■ **Européennes :** Selon un sondage YouGov-Huffpost publié le 18 janvier, la liste de Jordan Bardella (Rassemblement national) aux élections européennes est créditée de 30 % d'intentions de vote, en progression par rapport à de précédentes enquêtes (il était à 28,5 % le 13 janvier pour Elab-BFM). La liste MoDem-Renaissance-Horizons serait à 20 %, les écologistes à 9 %, les socialistes avec Raphaël Glucksman à 8 %, les Insoumis à 7 %. La liste de Marion Maréchal serait à 7 %, devant la liste Les Républicains de François-Xavier Bellamy à 6 %.

Le pari capucin

« On trouve d'avantage matière à réflexion politique dans l'Histoire de France et ses personnages apparemment lointains que dans les séries "politiques" de Netflix ». C'est ce qu'affirme Gaël Brustier, jeune intellectuel très au courant de toute la culture de son temps, mais qui y adhère manifestement de moins en moins. Son prisme est celui de l'observation des faiblesses intellectuelles et pratiques des responsables politiques au service desquels il a longtemps mis ses talents de discernement et de rédaction...

Pour se dire, et nous faire partager l'idée, que tout n'est pas perdu et qu'il y a des modèles possibles pour une renaissance politique de la France, il a choisi un personnage historique de référence : le Père Joseph, la fameuse éminence grise du cardinal de Richelieu. Ce capucin, donc de l'ordre de saint François d'Assise, lui plaît par son vœu de pauvreté respecté, en même temps que par son application à faire triompher la raison d'État, celle de son roi et de son pays, tout en restant fondamentalement un homme de paix...

Et Gaël Brustier fait le saut jusqu'à notre actuel pape François, jésuite qui a voulu s'inscrire dans la filiation du *poverello*... Ce qui s'est traduit notamment par *Laudato Si'*, un texte papal qui a réconcilié bien des chrétiens avec le désir de militer pour une planète moins anxieuse grâce à l'amour de la nature et à l'amour de son prochain, l'un ne pouvant aller sans l'autre.

Gaël Brustier le rappelle quand il s'insurge notam-

ment contre « l'armée d'occupation invisible » que constitue la montée des comportements addictifs dans notre société post-covid : « Parler d'écologie sans parler d'écologie humaine relative à la déferlante de substance psychoactives, c'est tirer à blanc ou prêcher dans le désert. »

Il y a quelques années, le journaliste américain Rod Dreher, avait publié un essai retentissant (*Le pari dominicain*) appelant les chrétiens à être des phares spirituels dans un monde en guerre contre une culture classique en plein naufrage (on ne parlait pas encore trop de *wokisme*)... En faisant référence au mode de vie et d'organisation exemplaires et au travail social de tant de capucins de par le monde, Gaël Brustier, se fait l'écho d'une sorte de « *pari capucin* » qui pourrait plus particulièrement concerner ceux qui n'ont pas renoncé à changer le monde par la politique.

Gaël Brustier s'emporte contre l'inculture d'un personnel politique qui est à la fois le symptôme et le responsable d'une déculturation profonde d'institutions de plus en plus incapables d'entraîner l'approbation et encore moins la mobilisation des citoyens. Ces quelque 90 pages sont un cri du cœur contre les analphabètes qui nous gouvernent sans savoir eux-mêmes où ils veulent aller. À moins qu'ils ne le sachent trop bien ?

Quant au Père Joseph, on l'a un peu perdu en route. Il faudra se référer à la biographie publiée par Henry d'Yvignac en 1931 à la Librairie du Dauphin. Henry était le frère aîné précocement disparu d'Amédée d'Yvignac, que certains d'entre nous ont connu et

aimé, et qui, jusqu'à la fin de ses jours (en 1988), a rêvé de concilier foi et politique et de restaurer une politique chrétienne. Cela nous ramène à bien des débats où de Maurras à Maritain ont s'est entre-déchiré sur la primauté, qui du politique, qui du spirituel, à coups de citations de saint Thomas d'Aquin.

Des blessures jamais vraiment refermées où tous les protagonistes ont eu à la fois tort et raison et où le comportement lors de la période d'occupation allemande a fait le tri. Mais de cela le petit pamphlet de Gaël Brustier ne parle évidemment pas, même s'il s'inscrit probablement dans cette filiation des « *anticonformistes* » que furent Jean de Fabrègues ou Jean-Pierre Maxence... Puisse-t-il se garder longtemps lui-même, dans sa saine colère, de la tentation d'un activisme où certains de ceux-ci ne tombèrent malheureusement que trop, et dont les fruits n'ont rien de capucins...

Frédéric Aimard

Gaël Brustier, *Les analphabètes au pouvoir*, Le Cerf, 2024, 90 pages, 9,50 euros.

La Nation Française

directeur

de la publication :

Frédéric Aimard

Édité par Spfc-Acip

60, rue de Fontenay
92350 Le Plessis-Robinson

Siret 418 382 149 00015

Nanterre

N° TVA intracommunautaire

FR21418382149

ISSN 2967-2988

Imprimé par nos soins.

Old Up

Sur la scène, un rectangle de lino, une chaise en plastique blanc cassé. Annie Primevère arrive. Quatorze résidents en quatre heures...

C'est le matin, Petit-déjeuner, toilette, changer. Vêtements et protections. Une activité physique, une palette de caractères. De la teigne à la bonne volonté. Vous êtes nouvelle? Oui, c'est ma première semaine. Vous allez rester? Je vais essayer. Le même dialogue se répète dans toutes les chambres. Annie est Aide Médico Psychologique à l'EHPAD des Trois Fontaines à Bourbe-
lon.

A travers l'histoire d'Annie, le texte de Jean-Benoît Patricot est une plongée dans l'univers des EHPAD. Une plongée au cœur du business des vieux. D'un côté, les conglomérats financiers, optimisation, profits. De l'autre, les familles, grinçantes et rares. Écrasés entre les deux, les vieux, pardon, les résidents, et le personnel. Sans oublier la novlangue, qui pastellise les choses. Créer une zone de sécurité, c'est mieux que fermer à clé la porte de la chambre? La dissociation? C'est considérer d'un côté la personne, de l'autre son corps.

Jean-Benoît Patricot a écrit un texte ultra-réaliste. L'histoire d'Annie, comment elle s'occupe de son père, se retrouve aux Trois Fontaines, après une formation AMP (dix mois). Comment elle essaye de maintenir une couche d'humanité, la dissociation, c'est pas son truc. Comment elle s'attache. Son rythme de travail, la pression, le peu de considération. Les odeurs. Sa solitude. Le désespoir qui ne l'envahit jamais complètement. Comment elle tient. Les liens qui peuvent se créer, si intimes et si superficiels, qui

ne survivent pas au décès. Comment elle sera licenciée. Comment, au moment du confinement, elle se retrouvera essentielle.

Jean-Benoît Patricot a écrit un texte politique. Il ne dénonce pas, il décrit. Un monde impitoyable. Il faut cacher les vieux, éviter que l'argent ne file pour des gens qui ne servent plus à rien. Et surtout que ça ne se voit pas. Il raconte l'humanité des personnes qui subsiste malgré l'écrasement, il décrit un système. Il projette une lumière crue sur un système dont on a conscience sans vouloir le voir, l'allongement de la durée de la vie crée une dépendance qu'on ne veut pas voir, s'en occuper est devenu un business comme les autres.

Sur scène, Tessa Volkine, épatante. Habitée par le projet, par le personnage d'Annie. Elle est Annie, elle est tous les vieux dont Annie s'occupe tous les jours. On la voit petit à petit écrasée, on sent le feu de la vie qui toujours brûle au fond d'elle. Mise en scène par Catherine Schaub, un beau travail de direction d'actrice qui souligne le texte avec efficacité et simplicité.

Vous sortirez pétrifiés. Glacés et touchés. Glacés par la description chirurgicale de l'univers des EHPAD, touchés par l'humanité qui persiste. Votre Je n'ai pas envie d'y aller se sera transformé en Je ne veux pas y aller. Mais du coup, comment on fait?

Guillaume d'Azémar de Fabrègues

A La Reine Blanche jusqu'au 18 février 2024. Mercredi, vendredi : 21 h 00 ; dimanche : 18 h 00. Durée : 1 h 15. Texte : Jean-Benoît Patricot. Avec : Tessa Volkine. Mise en scène : Catherine Schaub.

La mort de Jean-Michel Barrault

Le journaliste et écrivain Jean-Michel Barrault, l'un des témoins majeurs de la démocratisation de la voile et de l'essor de la navigation de plaisance est mort le 17 janvier 2024 à l'âge de 96 ans. Nantais d'origine, Journaliste à *L'Aurore* puis au *Figaro*, il participe en 1970 à la création de la Course de L'Aurore, devenue la Solitaire du Figaro dans laquelle s'illustrèrent dans les années 1970, Michel Malinovsky, Eugène Riguide et Philippe Poupon. Il est également un temps rédacteur en chef du mensuel *Voiles et voiliers*. Comme écrivain, Jean-Michel Barrault est l'auteur d'une trentaine d'ouvrages dont le roman *Mer misère*, un essai sur Magellan paru aux éditions Gallimard et une biographie de son ami navigateur en solitaire Bernard Moitessier (1925-1994). Proche du romancier Jacques Perret (1901-1992) mais aussi de l'écrivain Jean Raspail (1925-1992), il est membre avec ce dernier de la compagnie des Écrivains de marine. Jean-Michel Barrault était aussi membre de l'Académie de Marine et du Yacht club de France. Il était par ailleurs commandeur de l'ordre du Mérite maritime.



©L Wikipedia - ionel Allorge

Jérôme Besnard

Les héros de BD ne meurent pas (2)

Malgré Tintin figé dans son expression hergéenne, le renouvellement des personnages d'Edgar P. Jacobs et de Jacques Martin ainsi que la perpétuation de Buck Danny, le tour d'horizon des héros de bd qui ne disparaissent pas se poursuit.

Chez Dupuis, *Spirou* a connu beaucoup de pères successifs, à commencer par Rob-Vel, Jijé et Franquin. Si la série principale passe par un petit temps d'arrêt, tout comme ses dérivés *Zorglub*, *Champignac*, *Mademoiselle J.* et *Supergroom*, une vingtaine d'albums sont sortis sous le label *Le Spirou de...*, qui permet de faire revisiter le personnage par des auteurs extérieurs. Il en est de même pour *Spirou et la Gorgone bleue*, belle collaboration de Dany et Yann. Enfin, le monde de la dernière Guerre mondiale est traité dans le tome I d'une nouvelle série, *Les amis de Spirou*, de Jean-David Morvan et David Evrard, intitulé *Un ami de Spirou est franc et droit...* Tout cela est publié chez l'éditeur historique de Marcinelle-Charleroi, qui a donné son nom au style du journal *Spirou* pour le différencier de la ligne claire de l'école de Bruxelles autour de *Tintin*. Mentionnons aussi *Le petit Spirou*, de Tome et Janry, qui vient de donner naissance à une sorte de recueil de ses *best of* sous l'appellation *Les plus chouettes histoires du Petit Spirou*, avec un premier tome, *Tu racontes n'importe quoi!*

À cause d'un litige opposant à la maison d'édition la fille du dessinateur, qui aurait eu cent ans cette année et qui est mort en 1997, on a beaucoup parlé de la publication d'un nouveau *Gaston*. Celui-ci, *Le retour de Lagaffe*, a été réalisé par le Canadien Delaf chez

Dupuis; son indéniable succès repose sur une reprise souvent hilarante et fort bien croquée du commis-catastrophe. C'est l'occasion de rappeler qu'un autre personnage de l'univers de Franquin, *Le marsupilami*, a connu ses propres aventures

de nouvelles séries comme *Les schtroumpfs et le village des filles*, d'où le dernier titre, *L'île vagabonde*. Dans la courante, le 41^e album présente un très inattendu *Gargamel l'ami des schtroumpfs*. Et, selon une pratique se déve-

dont l'histoire met aux prises le cow-boy solitaire avec une curieuse famille, difficile à gérer.

Quant à *Astérix*, il se porte bien (plus d'un million d'exemplaires vendus pour le dernier). Après la publication d'un album illustré reprenant le film *L'empire du milieu* (éditions Albert René), Fabcaro et Didier Conrad ont élaboré *L'iris blanc* (Hachette) où l'on apprend comment, selon les propos d'un nouveau conseiller de César, canaliser ses pulsions pour les transformer en une force constructive... On reste ainsi dans la tradition de Goscinny et Uderzo brochant gentiment la société contemporaine. Profitons-en pour mentionner que le chien d'Obélix vit sa vie dans la série *Idéfix*; cette troisième mini-saga, réalisée un peu hâtivement par une pléiade d'auteurs, toujours chez Albert-René, a récemment produit *Idéfix et le druide*.

Enfin, *Corto Maltese*. Une trentaine d'années après la mort d'Hugo Pratt, l'histoire s'est déplacée à notre époque: Martin Quenehen et Bastien Vivès, pour faire découvrir *La reine de Babylone* (Casterman), plongent le lecteur dans les Balkans de la récente guerre civile. C'est intéressant, il y a un bel usage de l'ombre et de la lumière, mais il s'agit d'autre chose.

Tout le problème de la bande dessinée prolongée et renouvelée – toutes n'ont pas été ici présentées – se trouve là. Peut-on, et si oui comment, prolonger des œuvres après leurs auteurs, sans tomber dans le pastiche ou la resucée? Cette question concerne d'ailleurs la littérature dans son ensemble et, bien sûr, il n'y a pas de réponse univoque.

Gihé



jusqu'en 2021. À son sujet, toujours chez Dupuis, est sortie une création de Zidrou et Frank Pé, *La bête*, dont vient de paraître le second opus; le style graphique n'a pas grand-chose à voir avec celui d'origine, mais il s'agit d'un mélange de tendresse et de description des années cinquante tout à fait remarquable.

Également typiques du style de l'école de Marcinelle, même si la série est actuellement éditée par Le Lombard, les histoires des *Schtroumpfs* continuent à vivre leur vie, chapeautées par la famille de l'excellent Peyo, avec même

loppant de plus en plus, est proposée par ailleurs « une aventure des schtroumpfs d'après Peyo », due à Tebo, qui reprend l'œuvre dans un graphisme très simplifié en posant la question: *Qui est ce schtroumpf?*

Comment oublier *Lucky Luke*, passé autrefois de Dupuis chez Dargaud par le biais de *Lucky Comics*? Toujours chez cet éditeur (autrement dit Dargaud), en attendant un album de la série courante, Blutch a réalisé, sans prétention et sous forme d'hommage, mais dans un graphisme légèrement caricatural, *Les indomptés*,